



RÉPRESSION POLITIQUE EN TURQUIE

ÉDITORIAL-EL PAÍS

25/03/2025

« L'arrestation et la détention provisoire du maire d'Istanbul et leader de l'opposition, Ekrem Imamoglu, dimanche [23/03], a placé la Turquie dans une situation dangereuse d'instabilité sociale et politique face aux soupçons fondés selon lesquels il s'agit d'une manœuvre du président Recep Tayyip Erdogan pour écarter de la course à la présidence un très populaire opposant à sa dérive autoritaire islamiste.

Lors d'une opération policière qui a ébranlé les fondements du pays, le maire d'Istanbul, membre du Parti républicain du peuple (CHP) social-démocrate, a été arrêté ainsi que 30 autres personnes sous l'inculpation de corruption et de collaboration avec un groupe terroriste. Ces accusations sont basées sur les dépositions de témoins dont les identités, de manière suspecte, ont été déclarées secrètes (...) Finalement, Imamoglu ne sera poursuivi que pour corruption, mais, selon le tribunal chargé de l'affaire, il devra rester en prison en raison du risque de destruction de preuves s'il est libéré. Il y a une semaine, l'université publique d'Istanbul a annulé son diplôme – plusieurs décennies après l'avoir délivré – au motif qu'elle ne reconnaissait pas deux années d'études d'Imamoglu aux États-Unis. La Constitution turque exige un diplôme universitaire pour se présenter à la présidence.

Rien de tout cela n'est accepté par des millions de Turcs qui, conduits par les étudiants et les syndicats, sont descendus dans les rues face à l'énième tour de vis du régime pour écarter politiquement une figure éminente de l'opposition (...). Le ministère de l'Intérieur a reconnu qu'au moins un millier de personnes ont été arrêtées lors des manifestations massives qui ont eu lieu dans tout le pays. Dans un saut qualitatif de la répression pratiquée par Erdogan et ses collaborateurs, plusieurs dizaines ont été arrêtées

pour le contenu critique qu'elles ont publié sur les réseaux sociaux. (...)

Pour preuve que, cette fois-ci, Erdogan n'aura pas la tâche facile pour se débarrasser d'un rival politique, les primaires symboliques organisées par le CHP dans 6 000 localités du pays ont recueilli dimanche 15 millions de bulletins de vote en faveur d'Imamoglu en tant que candidat à l'élection présidentielle de 2028. (...)

Reconnaissant qu'il s'agit, bien entendu, d'un pays souverain, la survie de la démocratie en Turquie n'est pas seulement un droit inaliénable pour des millions de Turcs, mais aussi une question de sécurité et de stabilité en Europe. À une époque où l'autoritarisme progresse, Erdogan doit recevoir un message sans équivoque de la part des gouvernements européens : la liberté de ses citoyens prime sur ses intérêts personnels, et cela inclut le droit d'élire leurs gouvernants. »



LE CESSEZ-LE-FEU À GAZA DOIT ÊTRE RÉTABLI

ÉDITORIAL-FINANCIAL TIMES

20/03/2025

« Pendant deux mois, les habitants de Gaza ont connu un répit face aux bombes israéliennes qui ont réduit la bande de Gaza à l'état de friche. Les familles des otages encore retenus par les militants du Hamas dans l'enclave se sont également accrochées à l'espoir de voir leurs proches libérés, alors qu'un fragile cessez-le-feu se maintenait entre les militants palestiniens et Israël.

Mais le premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou a brisé toutes les illusions de paix après 17 mois de conflit brutal. Mardi (18/03), il a ordonné à l'armée de reprendre les bombardements sur Gaza. Ses attaques ont tué plus de 400 personnes, selon des fonctionnaires palestiniens, marquant ainsi l'une des journées les plus meurtrières de la guerre d'Israël à Gaza, alors que le bilan total approche les 50 000 morts.

Nétanyahou a mis en cause le Hamas, affirmant que les attaques avaient été menées parce que le

groupe militant refusait de libérer les otages. Cependant, c'est Israël qui a tenté de modifier les termes de l'accord. Rien ne justifie la décision de Nétanyahou de reprendre l'offensive et de mettre en danger la vie des otages restants. Il est urgent de rétablir le cessez-le-feu et de faire pression sur les belligérants pour qu'ils fassent des concessions afin de mettre fin à la tuerie et d'obtenir la libération des 59 otages avant qu'il ne soit trop tard pour ceux qui sont encore en vie.

Cependant, le président des États-Unis Donald Trump, le seul dirigeant au monde ayant une influence significative sur Israël, a renforcé Nétanyahou. L'équipe de Trump a contribué à négocier l'accord de cessez-le-feu par étapes scellé en janvier et s'en est rapidement attribué le mérite. Depuis lors, néanmoins, le président nord-américain a dévoilé un plan dangereux visant à vider Gaza des Palestiniens et a proféré des menaces belliqueuses à l'encontre du Hamas, aux côtés de Nétanyahou. Lorsqu'Israël a interrompu toutes les livraisons d'aide à Gaza et coupé la dernière ligne électrique ce mois-ci pour faire pression sur le Hamas afin qu'il accepte un cessez-le-feu révisé, l'administration Trump est restée silencieuse. Lorsqu'Israël a relancé son offensive sur Gaza, la Maison Blanche a soutenu l'attaque et s'est jointe à Israël pour blâmer le Hamas.

Le groupe militant porte une lourde responsabilité dans la destruction de Gaza. Le Hamas a déclenché la guerre avec son horrible attaque du 7 octobre 2023 (...) Mais le Hamas respectait le cessez-le-feu (...).

Nétanyahou a refusé à plusieurs reprises de mettre fin à la guerre ou de retirer ses forces tout en poursuivant des objectifs maximalistes. Il ne s'est jamais sérieusement engagé dans des négociations. Au lieu de cela, avec le soutien des États-Unis, Israël a exigé au Hamas de libérer la moitié des otages restants en un seul groupe, plutôt que par étapes comme convenu, en échange d'une prolongation de la trêve. Le Hamas, comme on pouvait s'y attendre, a rejeté la proposition.

Au lieu de travailler avec les médiateurs, Nétanyahou, confronté à la pression intérieure et à l'examen de divers scandales, a déchaîné son armée. Ce n'est pas sans raison que ses détracteurs l'accusent de faire passer ses intérêts avant ceux de la nation.

Les bombes et les bains de sang ne font que mettre en danger la vie des otages et n'accélèrent pas leur libération. C'est ce que l'accord de cessez-le-feu aurait pu accomplir. Pour reprendre les termes des familles des otages, Nétanyahou devrait se battre à la table des négociations, et non entraîner Israël dans une guerre sans fin. Si Trump prend vraiment au sérieux sa promesse de campagne d'apporter la paix au Moyen-Orient, il devrait commencer par user de son influence considérable pour mettre fin au massacre de Gaza.»



L'ANNEXION N'EST PLUS TABOU

ANTHONY SAMRANI-L'ORIENT-LE JOUR
21/03/2025

« Sans sourciller, il a prononcé le mot. Il n'est pas sorti de la bouche de Bezalel Smotrich ou d'Itamar Ben Gvir [respectivement ministre des Finances, chargé de la Cisjordanie, et ministre de la Sécurité nationale, représentant l'aile d'extrême droite du gouvernement israélien], qui, officiellement, ne représentent pas la ligne de Benyamin Nétanyahou. Mais de celle du ministre de la Défense, Israël Katz, membre éminent de son gouvernement et du Likoud [le parti du Premier ministre israélien]. Avant lui, aucun officiel israélien n'était allé aussi loin concernant Gaza. On avait menacé de la détruire, de la dépeupler, de l'occuper – ce qui a été fait –, mais jamais de l'annexer. Le tabou est tombé : Gaza sera israélienne ou ne sera pas.

Le ministre a beau jeu de préciser que c'est une tactique pour contraindre le Hamas à libérer les 60 otages encore détenus depuis le 7 octobre 2023. Peut-être est-il sincère. Peut-être qu'Israël n'annexera pas Gaza. Mais il n'est

plus permis de douter des plans de Benyamin Nétanyahou. À l'issue de cette guerre, même si le Hamas est totalement vaincu, même si l'enclave est totalement démilitarisée, même si les blocus égyptien et israélien sont maintenus, Gaza sera sous l'autorité directe ou indirecte d'Israël. Ou bien vidée de sa population.

Benyamin Nétanyahou n'ayant aucune limite, tout dépendra donc de Donald Trump et des pays arabes. De la capacité [ou de la] volonté du premier de tordre le bras de ses alliés pour qu'ils accueillent les rescapés ou de la capacité [ou de la] volonté de proposer un plan alternatif acceptable aux yeux d'Israël. Seul compte ici le rapport de force.

Plus les mois passent et plus il devient difficile d'écrire sur Gaza. Nous sommes condamnés à l'indignation permanente. À devoir décrypter, analyser, commenter le projet de Trump de transformer l'enclave en une 'seconde Riviera' ou celui du duo américano-israélien de 'relocaliser' les Gazaouis en Afrique de l'Est. Tout cela participe d'un même logiciel.

Il est également à l'oeuvre en Cisjordanie, où les colons et l'armée, avec le feu vert américain, imposent une nouvelle réalité sur le terrain dans le but de préparer la future annexion.

Voilà des décennies qu'Israël cherche à effacer les Palestiniens sur le plan politique. Il veut désormais le faire au sens littéral. Nettoyer le territoire de ce peuple qui conteste son droit divin à dominer chaque recoin de cette terre. Avec l'aval américain, il peut enfin parvenir à ses fins. Et l'hubris israélienne ne s'arrêtera ni à Gaza ni en Cisjordanie. Parce qu'il est le plus fort, parce qu'il est soutenu par le plus fort, il peut agir comme bon lui semble dans toute la région.»



UNE CÉLÉBRATION SUR FOND DE GRAVE CRISE ENTRE L'ALGÉRIE ET LA FRANCE

MADJID MAKEDHI-EL WATAN
18/03/2025

« L'Algérie célébrera, demain 19 mars, la Fête de la victoire, qui renvoie également à un autre

événement et une autre date capitale dans l'histoire du pays, en l'occurrence la signature des Accords d'Evian, le 18 mars 1962, qui ont mis fin à 132 ans de colonisation française. Des accords qui ont tracé les règles générales à suivre dans les relations entre l'ancienne puissance coloniale et l'Etat algérien indépendant.

Ces accords, signés par les représentants du Gouvernement provisoire de la Révolution algérienne (GPRA) et ceux du gouvernement français, comportent un accord de cessez-le-feu entré en vigueur le 19 mars, une procédure de transfert de souveraineté de la France à un nouvel Etat algérien dans le cadre d'une phase de transition, et la définition des rapports futurs entre les deux Etats. Ils (accords) ont insisté sur la libre-circulation des personnes entre les deux pays. Mais 63 ans après, Alger et Paris traversent l'une des plus graves crises de leur histoire commune. (...)

En effet, enclenchée par la reconnaissance par le président français, Emmanuel Macron, de la 'souveraineté marocaine sur le Sahara occidental', cette crise est attisée par des acteurs de droite et de l'extrême droite en France qui ont multiplié, depuis, des sorties pour s'en prendre à l'Algérie. Plusieurs voix, en effet, se sont élevées pour remettre en cause ce cadre général qui a permis une cohabitation entre les deux pays. Elles ciblent d'autres accords conclus, notamment, en 1968 et 1995, sous prétexte qu'ils sont 'avantageux pour l'Algérie'.

Pas seulement. Ces voix, dont notamment des ministres en exercice et d'anciens responsables français, s'attaquent aussi à l'immigration algérienne stigmatisée. C'est le cas des ministres de l'Intérieur, Bruno Retailleau, des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, et même du Premier ministre, François Bayrou. Ayant des visées purement électoralistes, selon certains analystes de la scène française, ces acteurs ont trouvé en l'Algérie et son émigration un 'bon thème' de mobilisation de l'électorat. Est-ce l'unique objectif ?

Ces attaques contre l'Algérie sont également animées par un esprit de vengeance, selon le président du

Conseil de la nation, Salah Goudjil. Lors de son intervention, le 24 février, le deuxième homme de l'Etat a affirmé, en effet, que 'ceux qui attaquent l'Algérie aujourd'hui en France sont les descendants des colons qui ont pratiqué la politique de la terre brûlée entre le 19 mars et le 2 juillet 1962'.

Ces derniers, ajoute-t-il, 'continuent dans la même voie aujourd'hui'. 'Les promoteurs du néocolonialisme s'opposent au peuple français tout en prétendant le défendre', lance-t-il encore. En dépit de la montée au créneau des voix appelant plutôt au 'dialogue', aux 'échanges diplomatiques' et à la 'préservation des liens cordiaux' entre les deux pays, la crise ne fait que s'exacerber.

Les acteurs anti-Algériens en France poussent encore dans le sens de la provocation, dans l'objectif, peut-être, de provoquer la rupture définitive entre Alger et Paris. Réussiront-ils ? *Wait and see*. Le malaise persiste toujours...»



UN TORTIONNAIRE LIBYEN RAPATRIÉ, LA JUSTICE ITALIENNE ENQUÊTE SUR GIORGIA MELONI

JEUNE AFRIQUE

30/01/2025

Visé par une procédure de la Cour pénale internationale (CPI), le chef de la police judiciaire libyenne Osama Almasri Najim a été arrêté en Italie, puis libéré et renvoyé en Libye. Ce qui intrigue le procureur de Rome.

Comme son nouveau *best friend forever* Donald Trump, la présidente italienne du Conseil préfère l'attaque à la défense. Sans attendre une indiscretion de la presse, c'est une Giorgia Meloni combative qui a annoncé elle-même, ce 28 janvier dans une vidéo Facebook, qu'elle était visée par une enquête des procureurs de Rome, à propos de l'expulsion d'Osama Almasri Najim, le chef de la police judiciaire libyenne, qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale.

Conformément aux méthodes du président des États-Unis en matière de bisbilles judiciaires, la

chefe de gouvernement a déployé des arguments tous azimuts pour esquisser une sorte de complot contre elle : l'actuel procureur de Rome, Francesco Lo Voi, qui a notifié l'enquête sur l'expulsion du Libyen était le procureur de Palerme en charge de l'accusation dans le procès de Matteo Salvini, lorsque ce proche de Meloni était jugé pour avoir bloqué des migrants en mer en tant que ministre de l'Intérieur.

(...)

Osama Almasri Najim est accusé d'avoir commis, en Libye, des crimes contre des détenus en raison de leur religion ou parce qu'ils étaient soupçonnés de 'comportement immoral' ou de soutien ou affiliation à des groupes armés. En vertu du mandat d'arrêt international émis, il a été arrêté dans un hôtel de Turin avant d'être libéré sur ordre de la Cour d'appel de Rome, quelques jours plus tard, pour vice de procédure.

Une partie de la classe politique reproche à Giorgia Meloni d'avoir facilité la libération du Libyen ainsi que son rapatriement à Tripoli. C'est en effet à bord d'un avion affrété par l'État italien que le criminel présumé a été expulsé...»



L'ESPAGNE ET L'ARMÉE EUROPÉENNE

ÉDITORIAL-LA VANGUARDIA

29/03/2025

Depuis que l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche a fait comprendre que l'Europe ne pouvait plus compter sur le parapluie américain pour sa défense (...), les capitales européennes n'ont eu de cesse de s'accommoder de cette nouvelle réalité, de chercher des formules alternatives pour mettre en œuvre une stratégie européenne de défense et de sécurité et de continuer à soutenir le président Zelenski dans la guerre contre la Russie.

Il y a d'abord eu le sommet convoqué début mars à Londres par le premier ministre Keir Starmer, au cours duquel une coalition a été formée pour mettre en œuvre un futur accord de paix pour l'Ukraine. Ensuite, un Conseil européen a approuvé le plan visant à mobiliser

800 milliards d'euros pour le réarmement communautaire. Avant-hier, à Paris, les alliés de Kiev ont évalué la possibilité d'une dissuasion pour l'Ukraine, qui inclurait tout d'abord l'envoi d'une mission franco-britannique dans le pays afin d'étudier où et comment déployer une future force pour garantir un cessez-le-feu.

Toutes ces initiatives et décisions ne font pas l'unanimité parmi les partenaires communautaires. Les avis divergent sur la mise en œuvre du réarmement européen – y compris sur son nom – et sur l'envoi de troupes en Ukraine. (...)

Pedro Sánchez a déclaré à plusieurs reprises qu'il n'aimait 'pas du tout' le terme de réarmement dans le nom du plan annoncé par la Commission européenne. Le président soutient que l'Espagne peut promouvoir un saut technologique européen en matière de défense et, mercredi dernier, il a déclaré devant le Parlement qu'il présenterait ses plans dans ce domaine au mois de juin. (...)

Sa position est délicate. D'une part, il s'est engagé auprès de l'UE et de l'OTAN à porter les dépenses de sécurité et de défense à 2 % du PIB d'ici 2029 (...). D'autre part, sa solitude parlementaire est évidente, comme l'a montré sa comparution devant le Parlement pour expliquer la stratégie de l'Espagne en matière de réarmement et de sécurité.

(...)

Le gouvernement espagnol, comme ceux d'autres pays du sud de l'Europe, notamment l'Italie, est très réticent à l'idée d'envoyer des troupes en Ukraine. Il en va de même pour l'Allemagne, la Pologne, la Suède et la République Tchèque. (...)

Sánchez semble parier sur une troisième voie de réarmement. Il prône un *soft power* européen avec moins de militarisme et plus de technologie et d'industrie de sécurité, enveloppé dans un alignement européen avéré. Un équilibre pour, d'une part, continuer à avoir des arguments solides lorsqu'il s'entretient avec ses homologues européens et, d'autre part, tenter d'obtenir de ses partenaires de coalition et d'investiture qu'ils soutiennent les engagements pris à Bruxelles.»/